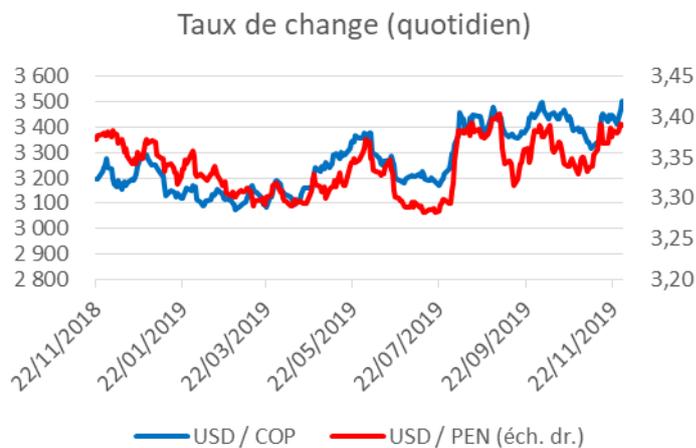
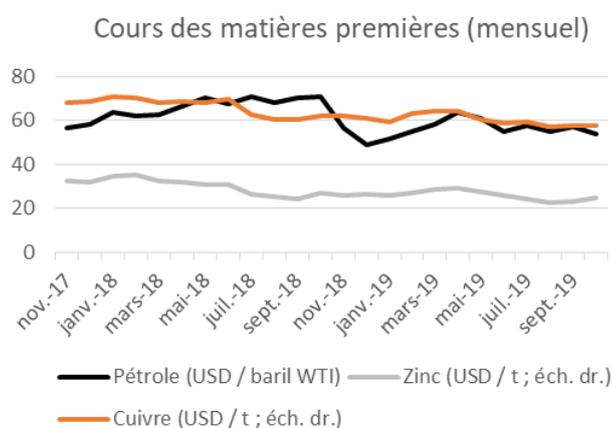




**Région** **2018 – Population : 140 M** **PIB : 818 Mds USD**



**Relative stabilité des pays de la région au classement prospérité 2019 de Legatum.**

Le cercle de réflexion britannique Legatum Institute a publié l'édition 2019 de son indice de prospérité, fondé sur 12 indicateurs répartis en trois catégories (environnement politique et sécuritaire ; environnement économique ; conditions de vie). Les pays du sous-continent continuent de se positionner en milieu de classement, avec de bonnes performances sur les critères sociaux et environnementaux, mais des lacunes en matière de gouvernance et d'environnement d'affaires.

| Rang 2019 (/167) | Pays      | Rang 2018 (/167) | Meilleur indicateur 2019 | Pire indicateur 2019                 |
|------------------|-----------|------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 37               | Chili     | 37               | Liberté personnelle (28) | Santé (70)                           |
| 56               | Pérou     | 57               | Environnement (26)       | Capital social (144)                 |
| 59               | Argentine | 63               | Liberté personnelle (30) | Vie des entreprises (123)            |
| 67               | Mexique   | 67               | Santé (37)               | Sécurité (140)                       |
| 69               | Brésil    | 69               | Environnement (21)       | Capital social (133)                 |
| 72               | Colombie  | 70               | Environnement (32)       | Sécurité (153)                       |
| 80               | Equateur  | 86               | Environnement (56)       | Vie des entreprises (143)            |
| 82               | Suriname  | 82               | Environnement (20)       | Environnement d'investissement (138) |
| 90               | Guyana    | 91               | Liberté personnelle (65) | Qualité de la croissance (124)       |
| 105              | Bolivie   | 106              | Environnement (34)       | Vie des entreprises (150)            |
| 143              | Venezuela | 137              | Environnement (71)       | Gouvernance (167)                    |

**La pauvreté devrait augmenter en Amérique latine cette année, selon la Cepal.**

La commission des Nations Unis a publié son panorama social 2019 du sous-continent. Elle estime notamment que la pauvreté monétaire devrait toucher 30,8% de la population cette année, contre 30,1% en 2018, après une période de stagnation statistique (30,0% en 2016 et 30,1% en 2017). Une hausse statistiquement significative devrait également intervenir en matière de pauvreté extrême (11,5% attendus cette année contre 10,7% en 2018 et 10,5% en 2017). Le nombre de personnes pauvres sur le sous-continent devrait ainsi s'élever à 191 M à la fin de cette année (contre 185 M l'année dernière et 164 M au creux de 2014, à la fin du super cycle des matières premières), et à 72 M pour le nombre de personnes touchées par la pauvreté extrême (contre 66 M en 2018 et 46 M en 2014).

**Bolivie** **2018 – Population : 11 M** **PIB : 42 Mds USD**

**Retour à la normale pour la première fois depuis le scrutin du 20 octobre.**

Les blocages routiers qui avaient désorganisé l'économie bolivienne au cours de ces dernières semaines ont été levés ce jeudi 28 novembre. En particulier, l'axe routier La Paz – Cochabamba – Santa Cruz, le plus important du pays, est désormais libre de toute restriction. Par voie de conséquence, les problèmes d'approvisionnement en essence et en produits alimentaires, qui avaient affecté les agglomérations de La Paz et Cochabamba, ont quasiment disparu.

**Le Ministre de l'économie révisé ses prévisions de croissance et d'inflation et évoque ses premiers axes de travail.**

Le nouveau Ministre de l'économie et ancien Conseiller du Gouverneur de Santa Cruz José Luis Parada a fait part de sa confiance dans la « stabilité économique du pays », et juge que la crise politique et sociale post scrutin du 20 octobre aura un impact limité. Il estime que la croissance du PIB devrait se situer entre 3,0 et 3,2% en 2019, un résultat proche de celui du 1<sup>er</sup> semestre (+3,38%) et qui demeure parmi les plus élevés de la région. Le Ministre veut maintenir la stabilité du boliviano arrimé (*crawling peg*) au dollar, stimuler la production nationale et « libérer les exportations » (notamment de soja) selon lui bridées par un cadre légal inadapté.

**Fitch abaisse sa note souveraine sur la Bolivie et réduit également ses prévisions de croissance.**

Le 21 novembre, l'agence a abaissé sa notation souveraine, de BB- (négative) à B+ (négative), et révisé ses prévisions de croissance à 2,5% pour 2019 et 1% pour 2020. Fitch souligne certes le profil favorable de la dette externe bolivienne, mais pointe la faiblesse du climat d'investissement et la dépendance de l'économie aux matières premières. Le directeur de Fitch Todd Martinez estime que les récentes performances solides de l'économie sont « trompeuses », car résultant de politiques « de moins en moins soutenables », reprenant en cela l'approche du FMI. Il juge nécessaire de corriger les déficits jumeaux et craint une fuite des capitaux en cas d'intensification du conflit politique et social.

**Colombie****2018 – Population : 48 M****PIB : 337 Mds USD****Premiers effets économiques de la grève nationale du 21 et du 27 novembre.**

Selon un premier bilan, les dégâts causés par des casseurs en marge de la grève nationale du 21 novembre et des journées suivantes représenteraient 40 Mds COP (10,6 M EUR) pour les seules infrastructures publiques de Bogota (dégradation de stations de bus Transmilenio notamment). Le bilan assurantiel suite à des dégradations de propriétés privées ou à des pillages de supermarchés demeure encore incertain, ainsi que le total au niveau du pays (en particulier avec la perte d'activité de nombreux commerces sur plusieurs jours, avec une première évaluation à 350 Mds COP soit 91 MEUR). Le peso colombien a pour sa part atteint un plus bas historique, à 3522 COP pour un USD (à l'image des pesos chilien et uruguayen). S'agissant de la réponse aux revendications des manifestations, une consultation nationale (sur le modèle de celle intervenue au printemps en France) a été lancée par la Présidence visant à associer les collectivités locales de tout bord ainsi que la société civile. Les contributions citoyennes sont attendues d'ici le 15 mars prochain, autour de six thèmes : croissance juste ; transparence et lutte contre la corruption ; éducation ; paix dans la légalité ; environnement ; renforcement des institutions. Le Président Duque a par ailleurs proposé plusieurs modifications à la Loi de croissance (remplaçant la Loi de financement votée fin 2018) en cours de discussion parlementaire : introduction de trois « journées sans TVA » (initiative déjà envisagée l'année dernière), réduction progressive des cotisations santé pour les retraités disposant d'une pension limitée à un salaire minimum (soit la moitié de la population), baisse de l'impôt sur le revenu s'agissant des premiers salaires touchés par les 18-28 ans...

**Création d'une holding financière des participations de l'Etat.**

Le Ministre des finances a signé le décret formant la société par actions Grupo Bicentenario, regroupant 16 entreprises du secteur financier contrôlées par l'Etat (notamment Banco Agrario et Bancoldex), représentant 80.000 Mds COP (21,1 Mds EUR) d'actifs cumulés (ce qui en fera le 3<sup>e</sup> conglomérat financier du pays derrière Grupo Aval et Grupo Bancolombia). Le rejet de cette initiative était l'un des mots d'ordre de la grève nationale du 21 novembre, les syndicats craignant pour l'emploi en cas de rapprochement de ces entités. Le Ministre des finances a pour sa part indiqué que cette holding devrait au contraire permettre de formaliser une large part des emplois actuellement informels occupés par les employés de ces sociétés, en sus d'une gestion plus efficiente des participations de l'Etat.

**Ecopetrol prévoit une hausse d'au moins 25% de ses investissements en 2020.**

Le groupe pétrolier projette d'investir entre 4,5 et 5,5 Mds USD l'année prochaine, dont 80% dédiés à l'exploration & production (objectif de production compris entre 750.000 et 760.000 b/j, en sus d'investissements dans des puits de recherche, dont des investissements de 130 à 140 MUSD en non-conventionnel). Sur le solde, 85 MUSD seraient destinés à l'interconnexion de la raffinerie de Carthagène et 150 MUSD à des investissements de décarbonation, en sus d'investissements aux Etats-Unis, au Mexique et au Brésil.

**Equateur****2018 – Population : 17 M****PIB : 107 Mds USD****Levée de l'interdiction d'exportations de crevettes vers la Chine.**

Suite à de nombreuses démarches à haut niveau (visites du Ministre du commerce extérieur en Chine) la Chine a levé l'interdiction d'exportation de crevettes de cinq des plus importantes entreprises équatoriennes, dont les exportations avaient été bloquées par les autorités chinoises en raison de soupçons de présence de maladies (syndrome de la tache

blanche) ce qui faisait craindre un embargo généralisé sur la crevette équatorienne (les exportations de crevettes vers la Chine ont représenté 2,9 Mds USD en 2018). Les autorités ont par ailleurs mis en place des dispositifs sanitaires pour éviter l'arrivée de la fusariose de la banane depuis la Colombie.

### Les réformes économiques restent entre les mains de l'Assemblée Nationale.

Après s'être rendu en Chine dans le cadre des renégociations avec les entreprises pétrolières chinoises, le Ministre des finances s'est entretenu à Washington avec la Directrice du FMI. Le FMI a indiqué à travers d'un communiqué le soutien aux politiques économiques mises en place par le gouvernement équatorien et a mis en exergue l'importance de l'approbation par l'Assemblée Nationale de la nouvelle loi pour la croissance économique (qui rapporterait 500 MUSD supplémentaires et qui a été approuvée en Commission) afin de poursuivre avec les deuxième et troisième revues du programme. L'Assemblée Nationale a par ailleurs renvoyé à l'exécutif la loi des finances 2020 pour révision.

### Pérou

2018 – Population : 33 M

PIB : 229 Mds USD

#### Révélations en cascade sur le financement illégal de la campagne présidentielle de Keiko Fujimori en 2011.

Le Président de Credicorp (principal actionnaire de BCP, 1<sup>ère</sup> banque péruvienne) Dionisio Romero a déclaré au Ministère public avoir remis en espèces plus de 3,6 MUSD pour financer la campagne de Keiko Fujimori en 2011, à l'issue de laquelle celle-ci avait été battue par Ollanta Humala. Le fondateur du groupe Gloria (produits laitiers) a reconnu avoir remis 200.000 USD à la candidate. L'entrepreneur José Graña, ancien Président de Graña y Montero, a quant à lui indiqué que la Chambre péruvienne de la construction (CAPECO) avait remis 240.000 USD à la CONFIEP, l'équivalent du MEDEF, pour financer une campagne publicitaire anti Humala. Si la proximité idéologique entre ces figures du capitalisme péruvien et le « fujimorisme » était connue, ces révélations témoignent de l'ampleur présumée du financement illégal de la campagne de 2011, longtemps nié par la candidate.

### Suriname

2018 – Population : 0,6 M

PIB : 3,8 Mds USD

#### Signature d'un partenariat stratégique avec la Chine.

A l'occasion de sa première visite d'Etat en Chine, le Président Boutserse a ainsi rejoint l'initiative Belt & Road. Le Suriname, qui accueille l'une des plus importantes communautés chinoises des Caraïbes, entend ainsi attirer des investissements chinois en matière d'infrastructures, d'agriculture & pêche, de télécommunications mais aussi dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'économie digitale.

### Venezuela

2018 – Population : 32 M

PIB : 96 Mds USD

#### Les entités publiques cherchent à s'émanciper du dollar.

Selon la presse, les entités publiques proposeraient à leurs fournisseurs et sous-traitants des paiements en yuan afin de contourner les sanctions financières imposées par les Etats-Unis. La Banque centrale du Venezuela disposerait de l'équivalent de 700 MUSD, déposés auprès de son homologue chinois. Les paiements s'effectueraient également en euros, grâce aux injections régulières de la BCV (montant estimé à 40 MEUR en novembre).

#### La justice américaine repousse à mai prochain l'audience sur l'obligation PDVSA 2020.

La direction *ad hoc* de l'entreprise nationale pétrolière, nommée par Juan Guaidó, et les gestionnaires de l'obligation PDVSA 2020 (MUG Union Bank et Glas Americas) sont parvenus à un accord sur la méthodologie pour traiter le litige sur la validité de l'obligation PDVSA 2020. Les pièces du dossier seront présentées le 10 février prochain, avant la déclaration des experts et l'audience devant les tribunaux, prévue pour le 5 mai prochain. De son côté, l'Assemblée nationale a approuvé la création d'un fonds spécial de 3,5 MUSD pour défendre les actifs publics à l'étranger. Ce fonds sera alimenté par les paiements des créances client sur les comptes bloqués de PDVSA.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dtresor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

#### Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine  
Revu par : Julien BUISSART

Version du 28 novembre 2019